

87 % DES FRANÇAIS PENSENT QUE LES LOBBIES DU TABAC SONT TROP PUISSANTS FACE AUX ACTEURS DE LA LUTTE CONTRE LE TABAGISME

PERCEPTION DU TABAC PAR LES FRANÇAIS EN 2023

COMMUNIQUÉ DE PRESSE | 31 octobre 2023

À l'occasion du Moi(s) Sans Tabac, l'ACT-Alliance contre le tabac dévoile les résultats de son **enquête annuelle sur la perception du tabac par les Français**. Réalisé à partir de 8 enquêtes consécutives menées avec l'institut de sondage BVA depuis novembre 2020¹, ce décryptage a pour objectif d'évaluer régulièrement l'image de l'industrie du tabac et de ses produits au sein de la société française pour orienter les prochaines actions de prévention et de plaidoyer visant à faire avancer la lutte contre le tabagisme.

Parmi les grands enseignements à retenir cette année : si près de 2/3 des Français sont favorables à la poursuite de l'augmentation du prix du tabac (63 % ; + 6pts par rapport à l'an dernier), 87 % des Français déplorent le fait que les lobbies du tabac sont trop puissants face aux acteurs de la lutte contre le tabagisme (+ 7pts par rapport à 2020). **Une prise de conscience de la part des Français qui n'empêche malheureusement pas les représentants des cigarettiers et leur principal relais en France, la Confédération nationale des buuralistes, de freiner les politiques de lutte contre le tabac en menant des campagnes de désinformation et en exerçant une forte pression sur les parlementaires notamment dans le cadre des débats sur le PLFSS 2024.**

Influence du lobby du tabac sur les politiques de santé publique : une prise de conscience des Français malgré des campagnes de désinformation

Afin de contrecarrer la hausse de la fiscalité des produits du tabac visant à faire reculer le tabagisme, **l'industrie du tabac, tout comme la Confédération nationale des buuralistes, prennent régulièrement la parole pour affirmer que les augmentations successives de prix sont responsables de l'apparition et de la croissance d'un marché parallèle illicite.**

Des déclarations qui se fondent principalement sur le **rapport annuel de la « Consommation de cigarettes illicites dans l'UE, au Royaume-Uni, en Norvège, en Suisse, en Moldavie et en Ukraine »**, l'outil marketing Philip Morris International (PMI), réalisé par le cabinet KPMG, qui **annonce des chiffres largement exagérés** : selon ce document, 40 % des cigarettes vendues en France proviendraient du marché parallèle alors que les instances officielles évaluent ce même marché (achats légaux et illégaux) entre 15 % et 20 % des ventes²³.

Or le fait de clamer de fausses informations dans les médias (interview de Philippe Coy, président de la Confédération nationale des buuralistes, dans l'émission *Parlons Vrai* du 29 août sur Sud Radio), sur des espaces publicitaires (campagne d'Unifab dans le métro parisien en début d'année 2023) ou même sur les réseaux sociaux (compte Twitter de Philip Morris France) induit en erreur le grand public en

¹ Enquêtes réalisées sur un échantillon national représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus, composé de 1000 personnes, de novembre 2020 à juillet 2023.

² OFDT. Résultats de l'enquête ATLAS 2016 (Approvisionnement, lieux d'achat sollicités par les fumeurs français) [Internet]. 2017. Disponible sur : <https://www.ofdt.fr/publications/collections/resultats/resultats-de-lenquete-atlas-2016-approvisionnement-lieux-dachat-sollicites-par-les-fumeurs-francais/>

³ Modalités d'approvisionnement du tabac en France – Évaluation des achats hors du réseau des buuralistes. DGDDI; 2011.

laissant entendre qu'une augmentation des prix des produits du tabac entraînerait une explosion du commerce illicite.

Au-delà de l'opinion publique, ce sont les politiques de santé publique qui s'en trouvent freinées : alors qu'aucun député n'a repris les éléments des associations de lutte contre le tabagisme sur la fiscalité dans le cadre des discussions sur le PLFSS 2024, plusieurs d'entre eux ont réclamé un rapport sur l'impact de la fiscalité sur le commerce parallèle des produits du tabac, à la demande des représentants des cigarettiers.

Une pression des lobbies de l'industrie du tabac dont le grand public semble avoir de plus en plus conscience : **87 %** des personnes interrogées **sont d'accord pour affirmer que « l'industrie du tabac est aujourd'hui trop puissante face aux acteurs de la lutte contre le tabagisme »**.

Une opinion publique de plus en plus critique malgré des idées reçues persistantes

Au fil des années, l'industrie du tabac et ses produits semblent de moins en moins désirables : **82 % des Français** (+4 pts en un an) **déclarent avoir une opinion négative du fait de fumer des produits du tabac**. Une image négative qui se vérifie également chez la majorité des personnes fumeuses (54 % ; +1pt par rapport à 2022).

Par ailleurs, près de **3/4 des Français s'accordent pour dire que l'industrie du tabac va à l'encontre des droits humains en vendant un produit addictif**. Un levier de sensibilisation que l'ACT utilise pour alerter le grand public, et notamment les jeunes, sur l'exploitation des enfants dans les champs de tabac (campagne « [Changeons leur futur](#) ») ou les stratégies marketing employées par les cigarettiers pour étendre leur marché au public féminin (campagne « [Femmes Libres](#) »).

Malgré tout, certaines idées reçues restent ancrées dans l'opinion publique :

- **53 % des Français considèrent à tort que la vente de tabac rapporte plus à la collectivité qu'elle ne lui en coûte en dépenses de santé**. Or, rappelons que **le coût social du tabac s'élève à 156 milliards d'euros** par an soit 2300 euros par an par habitant, fumeurs, non-fumeurs et enfants compris⁴.
- **Encore près de 7 Français sur 10 (67 %) soutiennent l'idée que fumer est une liberté individuelle qu'il faut respecter**. Pourtant loin d'être un choix personnel, le tabagisme est avant tout une addiction, entretenue par l'industrie du tabac.

Les Français prêts à faire reculer l'industrie du tabac

Preuve encourageante que les différentes actions menées visant à rendre le tabac moins acceptable et attractif portent leurs fruits, l'opinion publique se prononce en faveur de deux mesures clés pour faire avancer la lutte contre le tabagisme en France :

- **71 % des Français sont en effet favorables à l'interdiction des cigarettes électroniques jetables de type Puff**. Une mesure également soutenue par la majorité des fumeurs (63 %) pour endiguer ce fléau à la fois sanitaire et environnemental ;
- Bien que le gouvernement n'ait pas souhaité aller en ce sens pour l'année 2024, **63 % des Français (+ 6pts en un an) se déclarent favorables à l'augmentation des prix du tabac**. Rappelons que la hausse de la fiscalité est considérée par l'OMS comme le levier le plus efficace pour faire baisser la prévalence tabagique⁵.

« Le Moi(s) sans tabac est l'occasion de refaire le point sur l'opinion des Français vis-à-vis des produits du tabac et de son industrie. On constate que notre travail de sensibilisation porte ses fruits avec une opinion négative des Français pour les produits du tabac qui est en nette progression, de même que la prise de conscience de la puissance et du caractère délétère du lobby de cette industrie. », explique Marion Catellin, Directrice de l'ACT-Alliance contre le tabac. « *Tout ceci est encourageant mais*

⁴ Kopp P. Le coût social des drogues : estimation en France en 2019. OFDT; 2023 juill.

⁵ World Health Organization. (2015). WHO report on the global tobacco epidemic, 2015: raising taxes on tobacco. World Health Organization. <https://apps.who.int/iris/handle/10665/178574>

beaucoup de chemin reste à parcourir pour déconstruire certaines idées reçues. Bien qu'infondée, la croyance selon laquelle une politique fiscale forte sur les produits du tabac entraînerait une prétendue explosion du commerce illicite reste bien ancrée au sein de la population française. Elle a pour effet pervers de freiner les politiques d'augmentation de la fiscalité du tabac, actuellement à l'arrêt pour l'année 2024, dont l'effet bénéfique est pourtant démontré dans la lutte contre le tabagisme ».

A propos de l'ACT-Alliance contre le tabac

L'ACT-Alliance contre le tabac est un collectif d'associations reconnu d'intérêt général, loi 1901, engagé au service de la santé publique. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi Evin en 1991, l'ACT œuvre depuis plus de trente ans pour défendre le bien-être de tous face aux intérêts de l'industrie du tabac.

En tant que porte-parole de ses associations membres, l'ACT se fait le devoir d'éclairer par les faits les manipulations de cette industrie et de peser sur le débat public pour un avenir plus durable.

Sa détermination dans la lutte contre le tabac a permis de franchir des étapes décisives en matière de santé publique en France. C'est à travers des campagnes d'information et de plaidoyer que l'ACT poursuit son combat contre des fabricants redoublant d'efforts pour normaliser la consommation, sous différentes formes, de ses produits addictifs.

Par son action fédératrice, l'ACT mobilise collectivement décideurs, acteurs de santé publique, de l'environnement, des droits humains, de la finance, ainsi que les médias pour voir émerger en 2032 la première génération en France libérée des méfaits du tabac et de son industrie.

www.alliancecontreletabac.org

CONTACT PRESSE

ALLIANCE CONTRE LE TABAC

Astrid Billard – Tél. : 07 49 94 04 08 | astrid.billard@alliancecontreletabac.org